

Art. 2. – Les effets de cette naturalisation sont étendus de plein droit aux enfants mineurs ci-après :

- SEKLAOUI Ali, né le 19 octobre 1995 à Abidjan ;
- SEKLAOUI Hussein, né le 17 juillet 1998 à Abidjan ;
- SEKLAOUI Batoule, née le 24 novembre 2001 à Abidjan.

Art. 3. – Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 31 décembre 2007.

Laurent GBAGBO.

2008

*DECRET n° 2008-250 du 11 septembre 2008 portant naturalisation.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne, telle que modifiée par la loi n° 72-852 du 21 décembre 1972 ;

Vu le décret n° 61-425 du 29 décembre 1961 portant application de la loi n° 61-415 du 14 décembre 1961 portant Code de la Nationalité ivoirienne ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu la demande de naturalisation présentée par SIGUE Aboubacar,

DECRETE :

Article premier. – SIGUE Aboubacar, né le 16 janvier 1987 à Sabouna au Burkina-Faso, fils de SIGUE Yacouba et de TOGO Mariam, résidant à Abidjan est naturalisé ivoirien.

Art. 2. – Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 11 septembre 2008.

Laurent GBAGBO.

*DECRET n° 2007-609 du 8 novembre 2007 modifiant et complétant le décret n° 93-608 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emplois dans l'Administration de l'Etat et dans les Etablissements publics nationaux.*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de la Fonction publique et de l'Emploi, du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme et du ministre de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique et les décrets d'application ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 93-608 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emplois dans l'Administration de l'Etat et dans les Etablissements publics nationaux ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement,

DECRETE :

## CHAPITRE I

### Dispositions générales

Article premier. – Les personnels des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire forment quatre emplois distincts :

1 – l'emploi d'Agent d'Encadrement des Etablissements pénitentiaires (catégorie C, grade C 3) ;

2 – l'emploi de Contrôleur des Etablissements pénitentiaires (catégorie B, grade B 3) ;

3 – l'emploi d'Attachés des Services pénitentiaires (catégorie A, grade A 3) ;

4 – l'emploi d'Administrateur des Services pénitentiaires (catégorie A, grade A 4).

Ces personnels pénitentiaires sont régis par le Statut général de la Fonction publique.

## CHAPITRE II

### Dispositions Transitoires

Art. 2. – Jusqu'à extinction des corps des surveillants, surveillants-chefs et régisseurs des Etablissements pénitentiaires, il sera organisé chaque année, un concours d'intégration afin de permettre :

– aux surveillants (grade D 1) en fonction d'accéder aux corps des Agents d'Encadrement des Services pénitentiaires (grade C 3) ;

– aux surveillants-chefs (grade C 2) en fonction d'accéder aux corps des Contrôleurs des Etablissements pénitentiaires (grade B 3) ;

– aux régisseurs (grade B 2) en fonction d'accéder aux corps des Attachés des Services pénitentiaires (grade A 3) .

Les modalités d'organisation de ce concours seront déterminées par arrêté conjoint du ministre de la Fonction publique et de l'Emploi et du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme.

## CHAPITRE III

### Dispositions Transitoires

Art. 3. – l'annexe au décret n° 93-608 du 2 juillet 1993 portant classification des grades et emplois, est modifié en fonction des dispositions ci-dessus.

Art. 4. – Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 8 novembre 2007.

Laurent GBAGBO.